

Small files: Iran, Irak, Kuwait: Small files: Iran, Irak, Kuwait - 5

HS L 179:182



Dag Hammarskjölds saml.

Iraq - 1958 - 61

20 Nov. 58

Spuhler, Helen (Geneva, Switzerland)

- 1 letter to D.H.
- encl. (press clippings)

CONFIDENTIAL

3 rue Emile Yung
Geneva
20 November 1958

Mr. Dag Hammersjold
Secretary General
United Nations
NEW YORK

Dear Mr. Hammersjold,

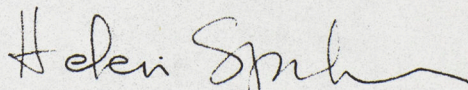
I am enclosing an article which appeared in the "Tribune de Genève" on 16th November.

I have known Dr. Fadhil Jamali personally for a number of years, and, if it is not already too late, I should like to make a very urgent appeal to the United Nations that they do everything in their power to save the life of this man, who was probably one of the few Iraqis who was at the same time extremely intelligent, highly cultured and had a very sound outlook on international politics. He did an immense amount of good for his country and was a great friend of the Free Western World.

I heartily endorse the opinion expressed in the attached article, and it would be to the honor of the United Nations if urgent action could be undertaken to persuade the Iraqi authorities to alter their verdict.

I am in an international organization in Geneva, and would be very glad if my appeal was heard and if I could have a reply to this letter.

Yours sincerely,



(Miss) Helen Spuhler

cc: Director
European Office of UN.

BY AIR MAIL
PAR AVION

GENÈVE OFFICE TEMPORAIRE
PALAIS DES NATIONS



CONFIDENTIAL

6

Handwritten red scribbles and lines, possibly a signature or initials.

Mr. Dag Hammersjold
Secretary General
United Nations
NEW YORK



press clippings

U.S.A.

Pourquoi l'ancien premier ministre d'Irak a été condamné à la pendaison

« Ma politique sera jugée par l'histoire, elle échappe à la compétence d'un tribunal d'exception comme le vôtre. Vous parlez « au nom du peuple » ! Le peuple, je le connais mieux que vous, mon père n'était qu'un humble « ouléma » de campagne. Il m'a élevé, avec, au cœur, deux idéaux à préserver : l'amour de notre sainte religion, l'islam, et l'amour du peuple arabe. C'est en gardant ces deux idéaux constamment devant mes yeux que j'ai adopté une politique de fidélité à l'Occident. L'islam, comme le peuple arabe, n'a pas de pire ennemi que le communisme, et l'Egypte se fait consciemment ou inconsciemment le fourrier du communisme international. Cela m'a amené à lutter contre le communisme et contre Abdel Nasser. Je ne renie rien de ce que j'ai fait ou écrit, j'agiserais de même si j'étais encore au pouvoir. »

C'est en ces termes que Mohammed Fadhil Jamali, ancien Premier iraquien, délégué de l'Irak à la conférence afro-asiatique de Bandung, chef de la délégation iraquienne à l'O.N.U., s'est adressé à la Haute Cour de justice militaire siégeant dans l'enceinte du parlement de Bagdad. A la haine du procureur général, aux vituperations du colonel Fadhil Abbas Mahdaoui, président de ce tribunal, il a répondu avec autant de calme et de détachement que s'il se trouvait à la tribune de l'O. N. U. Après un mois et demi d'attente, le verdict est tombé : mort par pendaison, Jamali ayant osé attaquer l'idole des foules arabes, Gamal Abdel Nasser et proclamer sa fidélité à l'Occident.

★

Je le revois debout dans l'étrange cage de bois qui emprisonne les accusés devant la Cour de justice. Devant une assistance houleuse recrutée à coups de cartes d'invitation parmi les employés subalternes des services publics, en grande partie communistes ou en voie de le devenir, devant un tribunal plus disposé à accuser qu'à chercher la vérité, devant un procureur dont l'ardeur était chargée de haine, Jamali n'a jamais abandonné son sang-froid. Prenant

des notes alors que les témoins déposaient, parfois cinglant la Cour d'une répartie heureuse ou riant d'une affirmation du procureur, il a dominé les débats. Comme le président lui reprochait son appartenance à la franc-maçonnerie, « qui comme chacun le sait, ajoutait cet étonnant militaire promu magistrat, est une association sioniste et impérialiste », Jamali a riposté « Je suis fier d'être franc-maçon, car j'ai appris là, la vertu de tolérance ».

Pour l'honneur de l'O. N. U., on aimerait qu'une voix s'élevât pour stigmatiser le verdict de Bagdad. Pour l'honneur du monde occidental, on souhaiterait que l'arrêt de la Cour ne rencontrât point un silence lâche, la lâcheté étant sœur de la complicité dans le crime.

Que reproche-t-on à Jamali ? Avant tout sa fidélité au monde libre. Etomante carrière que celle de cet homme, fils d'un pauvre prédicateur de la campagne iraquienne. Instructeur, travaillant seul, il devient professeur de l'enseignement supérieur. Il obtient une bourse d'études pour les Etats-Unis et y soutient avec succès une très remarquable thèse de doctorat sur le problème de la fixation des tribus nomades du désert syro-iraquien. Son arabisme le fait l'avocat de tous les peuples arabes luttant contre le colonialisme. Qui dira au Maroc ce que le trône chérifien et le peuple marocain doivent à Jamali ? Quelle voix s'élèvera à Tunis pour crier ce que le peuple tunisien doit à cet homme d'Etat iraquien ? Quel porte-parole du F. L. N. algérien témoignera en faveur d'un politicien qui recueillit 250.000 livres sterling pour l'Algérie en lutte contre la France ? Sa largeur de vues ne s'arrêtait point aux limites étroites du monde arabe. Quelle que fût la nationalité d'un solliciteur, Jamali l'aidait si la cause du requérant était juste. Je pourrais donner sur ce point d'émouvants témoignages.

Mme Jamali, de nationalité américaine, se tenait fort éloignée de toute politique. Elle s'était faite à Bagdad l'apôtre de la jeunesse mentalement déficiente. Dans une école, la Ramzi School, elle recevait les en-

fants abandonnés et tentait de les éduquer. Diverses associations suisses tinrent à aider son œuvre, sur laquelle Jamali, au cours d'une réunion de Caux, avait attiré l'attention. Seule dans sa maison de Bagdad où la police la tient quasi emprisonnée, devant la bibliothèque et la discothèque de son mari (le seul luxe que cet homme pauvre possédât), pillées par la police militaire, elle a dû apprendre avec infiniment d'amertume un verdict qui la frappe douloureusement. L'Irak était devenu sa patrie d'adoption, ses compatriotes d'emprunt se révélèrent ingrats, le gouvernement ayant été jusqu'à dissoudre la Ramzi School et l'Association pour le reclassement des prostituées que Mme Jamali dirigeait.

★

Un deuxième verdict de mort frappe un des plus brillants esprits de l'état-major iraquien, le général Ghazi el Daghestani. Devant un tribunal composé de certains de ses anciens subordonnés directs, Ghazi el Daghestani, au procès de qui j'ai assisté, a été d'une dignité parfaite. Fils du fameux général turc Daghestani, gouverneur de Bagdad avant la première guerre mondiale, Daghestani appartient à une famille originaire du Caucase passée au service de la Turquie pour des motifs religieux il y a près d'un siècle. Pour lui aussi, la règle d'or de la politique qu'il servait fidèlement et qui était celle de feu Noury Saïd était la fidélité aux alliances occidentales. Son épouse et ses enfants ont, m'a-t-on raconté, suivi sur les écrans de la télévision de Bagdad dans une maison amie, le procès du général. Avant le verdict, une personnalité de la jeune république me disait : « Daghestani, pour des motifs purement politiques, devrait être frappé d'une peine de principe, puis immédiatement gracié et réintégré à l'état-major général. Nous n'avons aucun officier de la valeur de cet homme et ce n'est pas un Abdul Karim Kassem qui est capable de commander notre armée. »

En Daghestani, on frappe le Turc devenu iraquien du fait de l'indépendance du pays. A travers lui le gouvernement entend aussi frapper un vieil homme d'Etat iraquien qui est son proche parent, Hikmet Sulaiman, survivant de l'épopée du groupe « Union et Progrès » en Turquie avant la première guerre mondiale.

★

Infiniment moins attachante est la personnalité du troisième condamné à mort, le général Rafeq Aref, ancien chef d'état-major général. Personnage falot, malade nerveux de surcroît, le général Rafeq Aref ne brillait point par sa pénétration et son intelligence. Peu de jours avant le coup d'Etat du 14 juillet, alors que le palais royal venait de recevoir par l'intermédiaire du président du Liban, Camille Chamoun, un avertissement particulièrement grave au sujet de l'état moral des forces armées iraquiennes, le chef d'état-major se contenta de rire en déclarant que Chamoun n'avait aucun jugement et que lui, Rafeq Aref, se portait garant de l'excellent état moral de l'armée iraquienne !

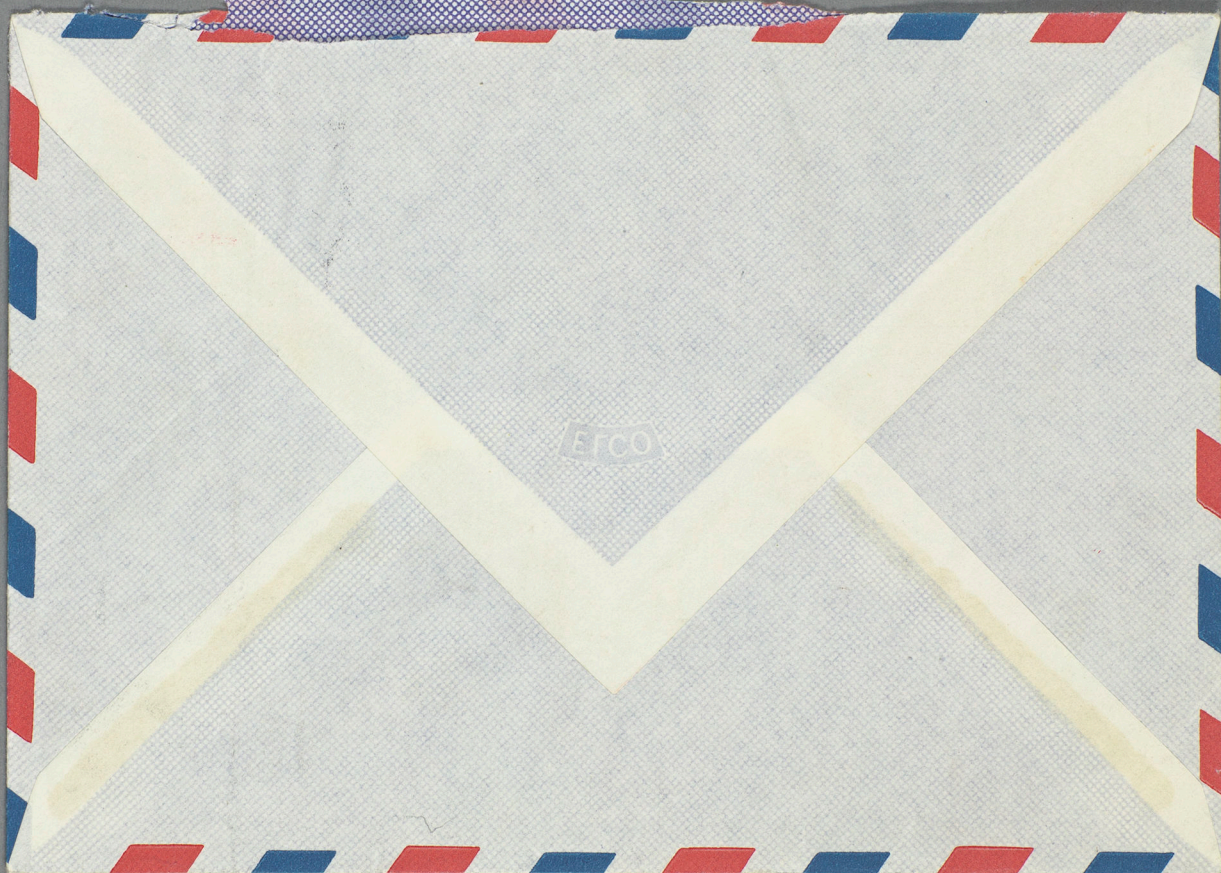
Devant la Cour de justice militaire, l'ancien chef d'état-major crut devoir adopter une attitude de plate humilité. Autant Daghestani donna l'image d'une parfaite dignité militaire, autant Rafeq Aref apparut comme un pantin en uniforme.

Ayant frappé les pro-Egyptiens avec le soutien de l'extrême-gauche, Abdul Karim Kassem leur offre ainsi en compensation trois têtes : celles de trois hommes qui luttèrent contre le nasserisme. Ce faisant, il fait en plus une politesse à ses actuels soutiens de l'extrême-gauche. Jamali était le porte-parole de l'anticommunisme, Daghestani luttait contre la subversion, Rafeq Aref couvrait tout de son autorité de chef d'état-major.

Pour l'honneur de la révolution iraquienne, les esprits libres espèrent encore que le chef du gouvernement iraquien, détenteur du droit de grâce, usera de cette haute prérogative et commuera des peines qui, plus que les condamnés, tueraient la confiance que le monde garde encore envers le gouvernement de Bagdad.

Reine JAUFFRET.

al-Jamali Sentence Protested
The International League for the Rights of Man, in a letter yesterday to the Iraqi delegation to the United Nations, protested the threatened execution of the former Premier of Iraq, Fadhil al-Jamali. Roger Baldwin, chairman of the league, wrote Ambassador Hashim Jawad urging commutation of the sentence. Mr. Baldwin said his organization generally opposed capital punishment in principle, "particularly where political offenses are involved in which one administration in power condemns its predecessors."
Woman Dies in Upstate Crash
RICHFIELD SPRINGS, N. Y., Nov. 27 (AP)—Mrs. Mary Mil-



ETCO